



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

## PREFECTURE DE TARN-ET-GARONNE

DIRECTION  
DES POLITIQUES DE L'ETAT  
ET DE L'UNION EUROPEENNE  
Bureau de l'Environnement

A.P. n° 2008-371  
*du 19 Mars 2008*

### INSTALLATIONS CLASSEES POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**Société EUROSERUM**  
1 rue F. Bélondrade  
82008 MONTAUBAN Cedex

### ARRETE PREFECTORAL DE MISE EN DEMEURE

La préfète de Tarn-et-Garonne  
Chevalier de la légion d'honneur,  
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre V du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, et notamment son article L.514-1;

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement ;

Vu le titre 1<sup>er</sup> du livre II du code de l'environnement relatif à l'eau et milieux aquatiques, notamment son article 38 ;

Vu l'arrêté préfectoral n°2007-1541 du 27 août 2007 portant délégation de signature de Mme Alice Coste, secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

Vu l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 autorisant et réglementant le fonctionnement des installations exploitées par la société EUROSERUM, notamment les prescriptions techniques 5.4 annexées à cet arrêté ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées en date du 27 septembre 2007 demandant à l'exploitant un plan d'actions précis pour remédier aux nuisances sonores générées par ses installations ;

Vu le rapport des mesures d'émissions sonores générées par la société SODIAAL INDUSTRIE pour son site de Montauban, réalisé par la société APAVE et daté du 30 novembre 2007 ;

Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 10 mars 2008 établis suite à la réception du rapport des mesures d'émissions sonores réalisé par la société APAVE ;

Considérant que la société EUROSERUM sur son site de Montauban fait l'objet de nombreuses plaintes de voisinages pour nuisances sonores générées par ses activités ;

Considérant qu'il ressort du rapport de la société APAVE que les émissions sonores générées par les installations de la société EUROSERUM (ex-SODIAAL INDUSTRIE) dépassent notablement les valeurs limites sonores fixées par la réglementation en vigueur ;

Considérant que l'exploitant doit mettre en œuvre des mesures en vue de prévenir les nuisances sonores générées par ses installations ;

Considérant qu'il convient alors, conformément à l'article L 514-1 du code de l'environnement susvisé, de mettre en demeure l'exploitant de mettre en conformité ses installations ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

### ARRETE

Article 1<sup>er</sup> : La société EUROSERUM, dont le siège est situé route Villers à PORT-SUR-SAONE (70) est mise en demeure de réaliser les actions de mise en conformité suivantes, pour son site sis à Montauban :

➤ **sous 6 mois :**

- se conformer aux prescriptions techniques 5.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2001 relatives aux émissions sonores générées par ses installations

Article 2 : Si à l'expiration des délais fixés à l'article 1<sup>er</sup>, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement – consignation de sommes – travaux d'office – suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales.

Article 3 : Le secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne, le député-maire de Montauban, le directeur régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant.

A Montauban, le **19 MARS 2008**  
La préfète,  
Pour le Préfet  
Le Secrétaire Général,

  
**Alice COSTE**

Délais et voies de recours : (Art. L 514-6 du code de l'environnement) : La présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour le demandeur ou l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

Toute personne intéressée peut également saisir directement le tribunal administratif dans un délai de quatre ans à compter de la publication de l'acte ou le cas échéant dans les deux ans qui suivent la mise en service de l'installation.

## Annexe

### Prescriptions techniques 5.4 de l'arrêté préfectoral du 15 janvier 2001

Les niveaux limites à ne pas dépasser en limite de l'installation pour les différentes périodes de la journée sont donnés par le tableau suivant :

Niveaux limites admissibles de bruit en dB(A)	
Jour	Nuit
7 h à 22 h	22 h à 7 h
70 dB (A)	60 (A)

Les émissions sonores générées par l'installation ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'installation)	Emergence admissible pour la période diurne (7 h à 22 h) sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période nocturne (22 h à 7 h) ainsi que dimanches et jours fériés
supérieur à 35 et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB (A)	4 dB (A)
supérieur à 45 dB (A)	5 dB (A)	3 dB (A)

L'émergence est différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) ; dans le cas d'un établissement faisant l'objet d'une modification autorisée, le bruit résiduel exclut le bruit généré par l'ensemble de l'établissement modifié.

Les zones à émergence réglementée sont :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse) ;
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation ;
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.